

## Les Vingt-Sept se déchirent sur le « made in Europe »

Le plan de Bruxelles pour sauver la production manufacturière sur le continent peine à trouver un consensus, au sein même de la Commission et entre Etats membres, constate Le Figaro en Une de son cahier Economie. La présentation de l'Industrial Accelerator Act, qui devait avoir lieu demain, a été décalée au 4 mars. C'est le cinquième report. « Nous espérons que cette semaine supplémentaire de discussions internes permettra de rendre la proposition encore plus solide », commente-t-on au cabinet de Stéphane Séjourné. L'approche d'une préférence européenne suscite de vives résistances et un lobbying acharné des concurrents de l'Europe. Des pressions auxquelles ne sont pas insensibles certains responsables européens. A commencer par **Ursula von der Leyen**, qui a tout fait pour limiter les ambitions la préférence européenne de peur de froisser l'Administration Trump. Au sein de la Commission, neuf directions générales ont émis de sérieuses réserves sur le texte lorsqu'il a circulé. Et, parmi les Etats membres, les pays les plus libéraux, les Nordiques, les Baltes, la République tchèque, jugent le concept « nuisible », redoutant une forme de protectionnisme. Globalement, Bruxelles se retrouve face à une contradiction entre l'idée de préférence européenne et sa volonté de multiplier ses partenaires commerciaux pour réduire sa dépendance à la Chine et aux Etats-Unis. Les négociations se concentrent sur la définition du « made in Europe ». Stéphane Séjourné plaide pour en limiter la portée à l'Espace économique européen, quitte à y associer au cas par cas d'autres partenaires, comme le Canada, par la négociation. Le Royaume-Uni, soutenu par l'Allemagne, a fait pression pour être inclus dans une vision plus large « made with Europe ». Pour **Emmanuel Macron**, à l'inverse, il est indispensable de « garantir que l'argent du contribuable européen bénéficie en priorité aux acteurs européens ». Les plus libéraux, de leur côté, voudraient étendre le privilège à tous les pays disposant d'un accord commercial avec l'UE. Un équilibre pourrait être trouvé sur la notion de « partenaires de confiance ». « Je pense que la France a remporté le débat sur la nécessité de mener des politiques industrielles plus strictes à l'égard de la Chine et des Etats-Unis, mais elle défend une position maximaliste qui irrite plus que nécessaire les milieux libéraux européens », estime Sander Tordoir, économiste au Centre for European Reform.

Le Figaro passe ensuite en revue les projets industriels suspendus à la mise en place de mesures de protection, citant Imerys, Orano ou encore Solvay. (Le Figaro, p.22-23)